

ami, tout en professant un tant soit peu les principes libres-échangistes, nous ne pourrions pas avoir même un tarif de revenu.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Ecoutez, écoutez.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Un tarif de revenu implique l'imposition d'une taxe sur les importations et, conséquemment, un tel tarif donne nécessairement une certaine somme de protection.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Il n'implique pas maintenant de protection.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Un tarif de revenu implique une certaine somme de protection.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Pas du tout.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Un tarif de revenu protège, et quelquefois cette somme de protection est tout à fait suffisante.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Cela se peut.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Et alors ce ne serait pas de la part des libres-échangistes, ou de n'importe quel autre groupe de personnes, un rôle digne d'hommes d'Etat de ne pas tenir compte des modifications apportées dans les circonstances et les conditions du pays. Il y a dix-huit ans passés des choses étaient possibles qui ne le sont plus maintenant. Les changements qui se sont produits ont été si considérables qu'il nous faut aujourd'hui un revenu infiniment plus fort que celui dont nous avons besoin alors. Il faut tenir compte de ce fait là; de plus, nous sommes maintenant en face d'une politique de la part des Etats-Unis que peu d'entre nous croyait devoir jamais être adoptée par ce pays, et ce n'est que tout récemment que cette politique a pu triompher. Assurément il semble maintenant que la manière de voir des politiciens qui jouissent de la confiance du pays voisin est d'exclure complètement des Etats-Unis les produits canadiens. Les hommes politiques du Canada ne se montreraient pas à la hauteur de leur position s'ils ignoraient ce fait. Il est indubitablement de notre devoir de tenir compte des conditions

actuelles et d'adopter, après mûre considération, la ligne de conduite la plus avantageuse pour le pays. Je ne désire pas laisser entendre que nous devrions adopter une politique de représailles, mais cette politique est une chose et notre propre sûreté en est une autre toute différente.

Je crois que c'est au moment où mon honorable ami discutait cette question, qu'il s'est interrompu pour adresser des éloges à l'honorable sénateur de Bothwell (M. Mills). Je suis heureux de voir qu'il apprécie les mérites de mon honorable ami de Bothwell. S'il l'avait mieux apprécié qu'il ne l'a fait par le passé, s'il avait tenu en plus haute estime les résultats des réflexions et des études que mon honorable ami de Bothwell consacre à ces questions, l'honorable sénateur ne serait pas dans la position dans laquelle il se trouve aujourd'hui, ou son parti ne serait pas là où il est maintenant, car l'un et l'autre auraient fait du bien au pays au lieu de lui faire du mal.

Mon honorable ami a parlé ensuite de la question de l'impôt sur la houille. Mon honorable ami a rappelé la déclaration faite à Montréal par le ministre des Finances, et l'a qualifiée en termes sévères. Il nous a dit que cette déclaration avait été faite dans le but d'influencer le résultat des élections provinciales de la Nouvelle-Ecosse. Mon honorable ami est complètement dans l'erreur à cet égard.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Vous confondez cela avec ce qui a été dit dans la Chambre basse. Je n'ai jamais parlé des élections.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Vous n'avez jamais parlé de l'impôt sur la houille ?

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Oui, mais non pas des élections. Cela a été dit dans la Chambre basse.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Je croyais que mon honorable ami avait aussi parlé de cela.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Je ne l'ai pas dit, mais je voulais le laisser entendre.

L'honorable sir OLIVER MOWAT: Mon honorable ami dit toute sa pensée main-